

Recherche et enseignement supérieur

Le bilan de la droite

De l'avis de tous, notre pays accuse un retard sérieux dans le domaine de la recherche, de la formation supérieure et de l'innovation. Si des mesures vigoureuses de rattrapage n'étaient pas prises rapidement, ce retard pourrait affecter durablement le potentiel de croissance de notre économie.

Or, loin de le réduire, la politique indigente menée depuis cinq ans par la droite a contribué à creuser l'écart avec nos partenaires. Pour la première fois en un quart de siècle, la dépense consacrée au supérieur a même été entamée de 1% chaque année, **si bien qu'en 2004 la nation a dépensé autant par étudiant qu'en 2000**. Quant à la recherche publique, elle a dû faire face en 2004 à une pénurie de moyens, sans évoquer **l'absence de perspectives pour les jeunes doctorants**.

Désormais, les Etats-Unis et le Japon font clairement la course en tête en matière d'innovation et d'attractivité universitaire, tandis que de grands pays émergents comme la Chine et l'Inde rattrapent leur retard à grands pas.

Tout renoncement à la préparation de l'avenir serait dangereux pour notre économie comme pour notre cohésion sociale. Si la relégation au second plan de la France et de l'Union européenne n'est pas une fatalité, notre réaction se doit pourtant d'être puissante et rapide, afin d'éviter que le retard accumulé ne devienne irréversible. En faisant de la recherche et de l'enseignement supérieur une priorité politique absolue, les socialistes entendent redonner confiance au pays et à sa jeunesse, renforcer l'économie et remettre la France à l'avant-poste des progrès de la connaissance.

Assurer pour tous la mission de formation de l'enseignement supérieur

Le budget consacré à l'enseignement supérieur sera réévalué de 10% par an pendant cinq ans, **afin d'atteindre les standards** des pays développés.

Notre objectif est d'atteindre sur la législature **le taux de 50%** d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur.

C'est pourquoi nous lutterons contre l'échec en premier cycle, qui génère actuellement un gâchis social et humain inacceptable. Nous donnerons aux premiers cycles universitaires les équipements et les moyens d'encadrement nécessaires à la réussite de nos étudiants. Le service public de l'orientation sera renforcé et rendu plus visible dans les lycées et les établissements d'enseignement supérieur, afin de mieux accompagner les cursus et d'adapter les choix aux profils.

Un soin particulier sera accordé à la condition étudiante, aujourd'hui facteur d'injustice. Les bourses pour les plus démunis seront immédiatement portées à 500 euros, et une **allocation d'autonomie** selon les conditions de ressources, pour les jeunes sera négociée avec les organisations intéressées pour assurer à tous les moyens de la réussite dans les études supérieures et l'insertion socioprofessionnelle. Un statut légal des stagiaires verra le jour, afin d'imposer aux employeurs le versement d'indemnités appropriées et l'inscription véritable du stage dans le projet de formation. Le parc de logements étudiants sera étendu à travers un plan de relance ambitieux.



La convocation d'Etats généraux de l'enseignement supérieur dès la rentrée 2007 enclenchera une réflexion globale sur l'amélioration des moyens et de la gestion des universités. Nous mènerons notamment une concertation sur l'accroissement de la contractualisation des objectifs des universités et sur la revalorisation des salaires des personnels.

Donner un nouveau souffle à la recherche

Notre objectif est d'atteindre, d'ici à la fin de la législature, les 3% du PIB consacrés à la recherche.

Dans cette perspective, nous stimulerons les synergies entre laboratoires de recherche et universités, porterons à 15% au lieu de 5 % la proportion des aides consacrées à la recherche et au développement dans le total des aides accordées aux entreprises et nous revisiterons l'organisation et le rôle des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), afin de les conformer à l'approche pluridisciplinaire et démocratique mise en avant lors des Etats généraux de la recherche d'octobre 2004.

La politique de recherche doit prendre pleinement parti des opportunités européennes, et c'est pourquoi nous militerons auprès des institutions communautaires pour un renforcement prioritaire du programme de recherche et développement, en liaison avec les pôles de compétitivité. Convaincus de la nécessité de renouveler

le rayonnement scientifique et culturel de la France, nous encouragerons les programmes européens de mobilité des étudiants et d'harmonisation des diplômes.

Enfin, nous lutterons contre la désaffection croissante des jeunes à l'égard des carrières scientifiques en engageant une politique durable de valorisation des ressources humaines du monde de la recherche. L'allocation de recherche sera portée à 1,5 SMIC et rendue plus accessible aux futurs docteurs ; le doctorat sera reconnu comme première expérience professionnelle ; enfin, un ambitieux plan pluriannuel de recrutement de l'ensemble des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche sera mis en oeuvre.

Notre projet pour l'enseignement supérieur et la recherche est à la hauteur du sursaut attendu dans ces domaines. La France a trop longtemps délaissé sa jeunesse en lui imposant une insertion toujours plus longue et plus précaire dans la vie active. Pour le Parti socialiste, la recherche, l'enseignement supérieur et le développement technologique incarnent une priorité absolue pour le présent et l'avenir. Ils forment un axe politique au cœur même de son projet collectif. Les grands rapports de force sociaux économiques mondiaux vont se jouer désormais sur l'investissement dans la recherche, la formation, l'innovation, la maîtrise de la propriété intellectuelle, la rapidité de réaction, mais aussi sur la capacité de chacun à comprendre les évolutions sociales et environnementales et à agir sur ces évolutions.

